

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 04/08/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 30/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARL MARZIN**

KERLEAN  
22340 Maël-Carhaix

Références : GMVD-2025-07-30-1  
Code AIOT : 0052202504

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement SARL MARZIN implanté KERLEAN 22340 Maël-Carhaix. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

#### ***Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :***

- SARL MARZIN
- KERLEAN 22340 Maël-Carhaix
- Code AIOT : 0052202504
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage de volailles autorisé pour 87 278 emplacements (poulettes) (rubrique 3660-a).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais <sup>(1)</sup>
1	Conformité au dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois
2	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2	Demande d'action corrective	4 mois
6	Traçabilité effluents	AP Complémentaire du 07/05/2019, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Demande d'action corrective	4 mois
8	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	4 mois
10	Déclaration d'accident et d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective	1 mois
13	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
15	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
16	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 1
4	Tenue du cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
5	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
9	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
11	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
12	Défense externe contre l'incendie (DECI)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
14	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les quantités d'azote cédées à TERRIAL sur la DFA ne correspondent pas aux enlèvements tracés par TERRIAL. Environ 8 000 kgN ne sont pas tracés en 2023-2024 . En cas d'épandage en propre de ces unités d'azote, le seuil des 170 uN org / ha SAU serait dépassé (278 kg/SAU). L'exploitant indique cependant qu'il s'agit d'un oubli de déclaration de stock.

Les bons d'enlèvement d'effluents par TERRIAL ne mentionnent pas les quantités enlevées ; la traçabilité des effluents est incomplète.

Le mode d'exploitation n'est pas conforme au dossier (un bâtiment cages transformé en volières).

Le plan de gestion des effluents n'est pas à jour. L'incendie survenu en avril 2025 n'a pas été déclaré. L'un des extincteurs n'a pas été vérifié depuis 2023. La tête de forage n'est pas sécurisée (cadenas). Le compteur d'eau du forage n'est pas relevé tous les mois.

## 2-4) *Fiches de constats*

### N° 1 : Conformité au dossier ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conformité au dossier ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'un des poulaillers est passé en production volière (au lieu de cages), sans en informer l'inspection. L'exploitant prévoit de transformer également l'autre poulailler en volières.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Déposer un dossier pour mise à jour du mode de production et des effectifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b> La DFA est réalisée. Cependant, les quantités d'azote que l'exploitant déclare céder à TERRIAL ne correspondent pas aux récapitulatifs fournis par TERRIAL (signés par l'exploitant), ni à la DFA de TERRIAL (différence d'environ 8 000 kg d'azote pour l'année 2023-2024). L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'un oubli de report stock, les fientes du dernier lot de pondeuses de l'année 2023-2024 ayant été enlevées sur l'année culturale 2024-2025. De plus, l'exploitant déclare les effluents cédés sous forme de fumier brut volailles (FBV) alors qu'il les exporte sous forme de fientes sèches (FS).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Déclarer les flux réels (à partir des bordereaux / bons d'enlèvement établis) sur les prochaines DFA. Notamment, la différence d'azote devra figurer en « stock de début de période ». La DFA 2024-2025 sera contrôlée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 3 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> RESPECT EFFECTIFS : 87 278 emplacements volailles. RESPECT AFFECTIFS PRODUITS : 226 923 poulettes démarrées par an. RESPECT AZOTE : 17 473 uN / an
<b>Constats :</b> Effectifs : 174 000 poulettes démarrées en 2023, 219 000 démarrées en 2024 (d'après DFA). Les documents ayant brûlé avec le bureau en avril 2025, ces effectifs n'ont pas pu être vérifiés. Les mises en place de 2025 sont à 85 001 poulettes (bons de livraison vérifiés). Azote : moyenne des deux dernières années culturales à 17 468.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Tenue du cahier d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol>
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Bordereaux de transfert d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

<b>Constats :</b>
Les effluents sont en partie exportés pour épandage (vers une autre entité juridique du même exploitant). Le bordereau est correctement rempli et signé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Traçabilité des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2019, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Traçabilité effluents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la mise sur le marché de 379 tonnes de produit normalisé par an soit 13 263 unités d'azote.</p> <p>Un enregistrement doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de produit normalisé entre l'exploitant, le transporteur et l'utilisateur du produit normalisé précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dates de départs ;</li> <li>• les références de lot ;</li> <li>• la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;</li> <li>• les quantités livrées en tonnes et/ou en m3 ;</li> <li>• le nom du transporteur ;</li> <li>• la dénomination de l'exploitant ;</li> <li>• les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).</li> </ul> <p>L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser des bons d'enlèvement des effluents. Les bons présentés par l'exploitant ne mentionnent pas les quantités d'effluents repris (pas de tonnage ni de volume). Les bons ne mentionnent pas tous la destination des effluents.</p> <p>Les bons antérieurs à mai 2025 n'ont pas pu être contrôlés à cause de l'incendie survenu en avril 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre en place la traçabilité des effluents avec bordereau ou bon d'enlèvement établi à chaque reprise, indiquant les informations requises, et notamment la quantité d'effluents et leur destination.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 7 : Calcul du 170 kg/SAU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXE III : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>

<b>Constats :</b>
La DFA et le cahier de fertilisation indiquent une pression de 44 kgN organique / ha SAU. Cependant, sur l'année 2023-2024, sur les 18 829 kgN que l'exploitant déclare exporter avec TERRIAL, seulement 10 197 kgN sont déclarés reçus par TERRIAL. Environ 8 000 kgN ne sont pas tracés. Si les 8 000 kg N ont été épandus, la pression azotée atteindrait 278 kg / SAU. L'exploitant indique cependant qu'il s'agit d'un oubli de stock dans la DFA (voir point de contrôle n°2).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Respecter les 170 kgN organique / ha SAU épandus. Tous les effluents exportés de l'exploitation doivent être tracés ; à défaut ils seront comptabilisés dans le calcul du 170.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 8 : Notification des changements du plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>
Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.
Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.
Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
<b>Constats :</b>
Le plan de gestion des effluents autorisé consiste en un épandage en propre de 4 210 kg d'azote, et une reprise de 13 263 kgN par la SAS TERRIAL (sous forme de fientes sèches normées, soit 379 tonnes de fientes).
La SAS TERRIAL n'a repris que 143 tonnes de fientes sur l'année 2022-2023, et 181 tonnes sur l'année 2023-2024. De plus, depuis l'année 22-23, une partie des effluents est reprise pour épandage par une autre entité juridique du même exploitant (SCEA CORBEL, 4 360 kgN en 22-23 et 1 080 kgN en 23-24).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Mettre à jour le plan de gestion des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 9 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Emission d'ammoniac

<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
<b>Constats :</b> Les déclarations GEREPE sont correctement réalisées tous les ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Déclaration d'accident et d'incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déclaration d'accident et d'incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Un incendie des bureaux a eu lieu sur le site en avril 2025 (origine : panneaux photovoltaïques). L'exploitant n'a pas déclaré l'incident.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Réaliser la déclaration d'incident.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 11 : Ouvrages de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]



<b>Constats :</b> Pas de fuite. Pas de mouches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Défense externe contre l'incendie (DECI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. [...] Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b> Une réserve souple de 120 m3 est présente et fonctionnelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]
<b>Constats :</b> Les extincteurs ont été vérifiés en octobre 2024. Cependant, parmi les extincteurs contrôlés ce jour, l'un d'eux comportait une date de contrôle en 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Vérifier l'inventaire des extincteurs, et qu'ils soient tous connus et contrôlés par le prestataire de vérification annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Installations électriques et registre des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b> L'attestation de contrôle des installations électriques a été présentée. Le contrôle date du 09/04/2025. Un plan des zones à risque est affiché à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b> Le compteur d'eau général du forage est présent. Il est relevé plusieurs fois par an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mettre en place un suivi mensuel du compteur d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Forages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection tête de forage
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.3.4 - La protection de la tête Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations. Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux. La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m <sup>2</sup> minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.
<b>Constats :</b> La tête de forage est correctement protégée. Il n'y a pas de cadenas.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Installer une fermeture sécurisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois